

<http://divergences.be/spip.php?article4150>



# Et le Parti...

- Archives - Textes - Ecoute camarade ! -

Date de mise en ligne : dimanche 22 juin 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

# Sommaire

- [Le mythe du parti](#)
- [Les deux traditions](#)
- [Ecoute marxiste !](#)

## Le mythe du parti

Les révolutions sociales ne sont pas « faites » par des partis, des groupes ou des cadres ; elles sont le résultat de contradictions et de mouvements historiques de fond qui activent des segments importants de la population. Elles arrivent non seulement (comme l'a déclaré Trotsky) parce que les « masses » trouvent intolérable la société où elles vivent, mais aussi à cause des tensions qui se produisent entre l'existant et le possible, entre « ce qui est » et « ce qui pourrait être ». La misère en elle-même ne cause pas les révolutions ; en fait, elle produit le plus souvent une démoralisation anémique, ou pis, une lutte privée, individuelle pour la vie.

La révolution russe de 1917 pèse sur l'esprit des vivants comme un cauchemar parce qu'elle a été dans une large mesure le produit des « conditions intolérables » liées à une guerre impérialiste dévastatrice. Ce qu'elle a pu posséder de rêves fut pulvérisé par une guerre civile encore plus sanglante, par la famine et par la trahison. Ce qui est sorti de la révolution n'était pas les ruines du vieux monde mais celles des espoirs qu'on pouvait nourrir d'en créer un nouveau. La révolution russe fut un misérable échec ; elle ne fit que remplacer le tsarisme par le capitalisme d'État (19). Les bolcheviques devinrent par la suite les victimes tragiques de leur idéologie et par milliers payèrent de leur vie les purges des années trente. Prétendre tirer la vérité seule et unique de cette révolution de la pénurie est ridicule. Ce que nous pouvons apprendre des révolutions passées, c'est ce que toutes les révolutions ont en commun et leurs limites rigides par rapport aux énormes possibilités qui s'offrent maintenant à nous.

Le fait marquant des révolutions passées, c'est qu'elles commencèrent de manière spontanée. Que l'on examine les premières phases de la révolution française de 1789, les révolutions de 1848, la Commune de Paris, la révolution de 1905 en Russie, le renversement du tsar en 1917, la révolution hongroise de 1956, la grève générale de 1968 en France, les débuts sont généralement les mêmes : une période de ferment qui explose spontanément en un soulèvement de masse. Le succès du soulèvement dépend de sa résolution et de la capacité de l'État à utiliser sa puissance armée. En fin de compte, le soulèvement réussit si les soldats passent au peuple.

Le « glorieux parti », quand il y en a un, est invariablement en retard sur les événements. En février 1917, l'organisation bolchevique de Petrograd s'opposa aux ordres de grève à la veille même de la révolution qui était destinée à renverser le tsar. Par bonheur, les travailleurs ignorèrent les « directives » bolcheviques et se mirent en grève quand même. Au cours des événements qui suivirent, personne ne fut plus surpris par la révolution que les partis « révolutionnaires », y compris les bolcheviques. D'après le leader bolchevique, Kaiourov : « On ne reçut aucune initiative directrice du Parti... le comité de Petrograd avait été arrêté, et le camarade Chliapnikov, représentant du comité central, se montra incapable de fournir des directives pour la journée suivante. » Ce fut peut-être une chance : avant l'arrestation du comité de Petrograd, son évaluation de la situation et le rôle qu'il joua furent si piteux que si les travailleurs l'avaient suivi, il est douteux que la révolution aurait commencé à ce moment-là.

On pourrait raconter des histoires semblables à propos des soulèvements qui précédèrent 1917 et de ceux qui suivirent. Parlons du plus récent : le soulèvement étudiant et la grève générale de mai-juin 1968 en France. On a

tendance à oublier opportunément qu'il y avait, à ce moment-là, à Paris, près d'une douzaine d'organisations étroitement centralisées de type bolchevique. Ce qu'on mentionne rarement, c'est que pratiquement tous ces groupes d'avant-garde affichèrent une attitude dédaigneuse vis-à-vis du mouvement étudiant jusqu'au 7 mai, date à laquelle commencèrent les combats de rue. Les JCR furent une exception notoire, et ils se contentèrent essentiellement de suivre les initiatives du Mouvement du 22 mars (20). Jusqu'au 7 mai, tous les groupes maoïstes considéraient le soulèvement étudiant comme périphérique et sans importance. La FER, trotskiste, le trouvait « aventuriste » et, le 10 mai, ils tentèrent de faire quitter les barricades aux étudiants ; bien entendu, le parti communiste joua complètement le rôle de traître. Bien loin de guider le mouvement populaire, il en fut le captif d'un bout à l'autre. La plupart de ces groupes bolcheviques devaient manipuler cyniquement les assemblées étudiantes de la Sorbonne dans le but de les « contrôler » y introduisant ainsi un climat de dissension qui a contribué à leur démoralisation. Finalement, et pour comble d'ironie, tous ces groupes bolcheviques caquetaient à l'unisson sur la nécessité impérieuse d'une direction centralisée quand le mouvement populaire s'écroula, un mouvement apparu malgré leurs directives et souvent contre elles.

Toutes les révolutions et tous les soulèvements dignes d'intérêt sont non seulement magnifiquement anarchiques dans leur phase initiale mais aussi spontanément créateur de modes de gestion révolutionnaire qui leur conviennent. Dans l'histoire des révolutions sociales, ce sont les sections parisiennes de 1793-1794 qui en fournissent l'exemple le plus remarquable (21). Les conseils ouvriers ou « soviets » créés en 1905 par les travailleurs de Petrograd représentent un autre mode de gestion révolutionnaire qui nous est plus familier. Bien que moins démocratique que les sections, le conseil ouvrier devait réapparaître dans un certain nombre de révolutions qui suivirent. Les comités d'usine des anarchistes espagnols de 1936 en sont un autre exemple. Enfin, les sections réapparaissent sous la forme d'assemblées étudiantes et de comités d'action lors du soulèvement et de la grève généralisée à Paris (en mai juin 68) (22).

Il faut se demander quel est le rôle du parti révolutionnaire dans ce genre d'événements. Au début, comme nous l'avons vu, il a tendance à jouer un rôle inhibiteur plutôt qu'un rôle d'avant-garde. Là où il exerce son influence, il tend à ralentir le déroulement des événements plutôt que de « coordonner » les forces révolutionnaires. Ceci n'est pas un accident. Le parti est organisé selon des lignes hiérarchiques qui reflètent la société même à laquelle il prétend s'opposer. Malgré ses prétentions théoriques, c'est un organe bourgeois, un Etat en miniature, doté d'un appareil et d'un cadre dont la fonction est de prendre le pouvoir, pas de le dissoudre. Enraciné dans la période pré-révolutionnaire, il assimile toutes les formes, les techniques et la mentalité de la bureaucratie. Les membres sont formés à l'obéissance, aux préconceptions d'un dogme rigide, ils ont appris à révéler la « direction ». A l'inverse, la direction du parti est formée à l'école du commandement, de l'autorité, de la manipulation et de l'égoïsme. La situation est encore pire lorsque le parti prend part au jeu électoral. A cause des exigences de la campagne électorale, le parti est obligé de copier dans leur totalité les formes bourgeoises existantes ; il acquiert même l'attrait d'un parti électoraliste. Ce fait devient déterminant quand le parti acquiert du matériel d'imprimerie, un éventail étendu de périodiques qu'il contrôle, un siège coûteux et lorsqu'il secrète un appareil de permanents rétribués c'est-à-dire une bureaucratie et les investissements matériels qui l'accompagnent.

Au fur et à mesure que le parti grandit, la distance qui sépare la direction de la base croît inmanquablement. Ses chefs deviennent des « personnalités » et perdent le contact avec la vie réelle de la base. Les groupes locaux, qui appréhendent leur véritable situation beaucoup mieux que n'importe quel chef lointain, sont obligés de subordonner leur compréhension aux directives venues d'en haut. La direction, à qui fait défaut toute connaissance directe des problèmes locaux réagit avec une lenteur et une prudence exagérées. Bien qu'elle prétende posséder une « vue globale des choses » et une compétence théorique supérieure, la compétence de la direction a tendance à diminuer en raison de la proximité du sommet de la hiérarchie. Plus on est près du niveau où les véritables décisions sont prises, plus le processus de décision est conservateur, plus elles sont prises en fonction d'intérêts bureaucratiques et étrangers au parti, plus les préoccupations de prestige et de stabilité remplaçant la créativité, l'imagination et un dévouement désintéressé aux objectifs révolutionnaires.

Aussi, plus le parti recherche l'efficacité dans la hiérarchie, les cadres et la centralisation, moins il devient efficace d'un point de vue révolutionnaire. Tout le monde marche au pas, mais les ordres sont généralement incorrects, surtout quand les événements s'accélèrent et prennent des tournants inattendus, comme cela arrive au cours de toutes les révolutions. Le parti n'est efficace qu'à un seul point de vue, il réussit très bien à modeler la société à sa propre image hiérarchique si la révolution réussit. Il recrée la bureaucratie, la centralisation et l'Etat. Il suscite les conditions qui justifient cette sorte de société. Alors, au lieu de dépérir, l'Etat sous le contrôle du « glorieux parti », préserve soigneusement les conditions mêmes qui rendaient indispensable l'existence d'un Etat et d'un parti pour le « sauvegarder ».

Par ailleurs, le parti est extrêmement vulnérable en période de répression. Il suffit à la bourgeoisie de capturer sa direction pour détruire pratiquement tout le mouvement. Ses chefs en prison ou cachés, le parti est paralysé ; la base habituée à l'obéissance n'a plus personne à qui obéir. Elle a tendance à patauger. La démoralisation s'installe rapidement. Le parti se décompose, non seulement à cause du climat dépressif mais aussi à cause de la pauvreté de ses ressources intérieures. La description ci-dessus n'est pas un ensemble d'affirmations hypothétiques ; c'est un portrait composé de traits caractéristiques de tous les partis marxistes de masse depuis le siècle passé : sociaux-démocrates, les communistes et le parti trotskyste de Ceylan (le seul de son espèce). Les « expliquer » en disant que tous ces partis ont cessé de prendre au sérieux leurs principes marxistes ne sert qu'à camoufler une autre question : pourquoi cet abandon ? La vérité est que tous ces partis ont été cooptés par la société bourgeoise parce qu'ils étaient organisés bourgeoisement. Ils portaient en eux, dès leur naissance, le germe de la trahison.

Le parti bolchevique échappa à ce sort entre 1904 et 1917 pour une seule et unique raison ; il était illégal pendant le plus gros des années qui précèdent la révolution. Comme il était continuellement dispersé et reconstitué, il ne réussit jamais, jusqu'à sa capture du pouvoir, à se cristalliser en une machine complètement centralisée, bureaucratique et hiérarchique. De plus, il était infesté de factions. Un intense climat fractionnel persista jusqu'en 1917 et à la guerre civile. La direction bolchevique était néanmoins d'ordinaire extrêmement conservatrice, chose que Lénine eut à combattre jusqu'en 1917, d'abord par ses efforts de réorientation du comité central contre le gouvernement provisoire (le fameux conflit sur les « Thèses d'avril »), plus tard en le poussant à l'insurrection, en octobre. Dans les deux cas, il dut menacer de démissionner et de porter ses vues devant la base.

En 1918, les querelles (des factions) au sujet du traité de Brest-Litovsk s'aggravèrent tellement que les bolcheviques en vinrent presque à se scinder en deux partis, en guerre l'un contre l'autre. Les groupes d'opposition, à l'intérieur du parti bolchevique comme les démocrates centralistes et l'Opposition ouvrière se livrèrent d'amers combats jusqu'à 1919 et 1920, sans parler de l'opposition qui se développa au sein de l'Armée rouge à propos de la propension de Trotsky à tout centraliser. La centralisation complète du parti bolchevique, l'arrivée à « l'unité léniniste » comme on l'appellera plus tard ne se fit qu'en 1921, date à laquelle Lénine réussit à persuader le 10<sup>e</sup> Congrès du parti de bannir les factions. La plupart des Gardes blancs alors écrasés et les interventionnistes étrangers avaient retiré leurs troupes de Russie.

On n'insiste pas assez sur le fait que les bolcheviques centralisaient d'autant plus leur parti, qu'ils étaient plus coupés de la classe ouvrière. On a rarement étudié ce rapport (de la centralisation à l'isolement) dans les milieux léninistes plus récents, bien que Lénine lui-même fût assez honnête pour admettre qu'il existait. La révolution russe n'est pas seulement l'histoire du parti bolchevique et de ses sympathisants. Sous le vernis des événements officiels décrits par les historiens soviétiques, il y eut une évolution plus fondamentale : le mouvement spontané des ouvriers et paysans révolutionnaires qui devait se heurter violemment aux pratiques bureaucratiques des bolcheviques. En février 1917, au renversement du tsar, les ouvriers de presque toutes les usines de Russie organisèrent spontanément des comités d'usine qui prétendirent contrôler une partie de plus en plus importante du processus industriel. En juin 1917, se tint à Petrograd une conférence des comités d'usine de toutes les Russies qui réclame « l'organisation d'un contrôle ouvrier total sur la production et la distribution ». Les comptes rendus léninistes de la révolution russe mentionnent rarement les motions de cette conférence malgré l'alignement de celle-ci sur les bolcheviques. Trotsky, qui appelle ces comités « les représentants les plus directs et les plus indiscutables du

prolétariat », en traite de manière superficielle dans sa massive histoire de la révolution en trois volumes. Pourtant, ces organes spontanés d'autogestion étaient tellement importants que pendant l'été 1917, Lénine, craignant de ne pas gagner les soviets à sa cause, était prêt à larguer le slogan : « Tout le pouvoir aux soviets » en faveur de : « Tout le pouvoir aux comités d'usine ». Ceci aurait projeté les bolcheviques dans une position complètement anarcho-syndicaliste bien qu'il soit douteux qu'ils y seraient restés bien longtemps.

A la révolution d'Octobre, tous les comités prirent le contrôle de leurs usines et de tout le processus industriel, après avoir expulsé la bourgeoisie. Le fameux décret de Lénine du 14 novembre 1917, acceptant la notion de contrôle ouvrier, ne fit qu'entériner le fait accompli ; les bolcheviques n'osèrent pas dès ce moment-là s'opposer aux ouvriers. Ils commencèrent cependant immédiatement à rogner le pouvoir des comités d'usine. En janvier 1918, à peine deux mois après avoir « décrété » le contrôle ouvrier, les bolcheviques faisaient passer l'administration des usines des mains des comités à celles des syndicats bureaucratiques. L'histoire selon laquelle les bolcheviques auraient patiemment expérimenté le contrôle ouvrier et l'auraient trouvé « inefficace » et « chaotique » est un mythe. Leur « patience » ne dura que quelques semaines. Non contents de terminer le contrôle ouvrier direct quelques semaines après le décret du 14 novembre, ils abolirent le contrôle par les syndicats peu de temps après l'avoir établi. Dès l'été 1918, pratiquement toute l'industrie russe était placée sous une direction de type bourgeois. Comme le déclare Lénine : « La Révolution exige... dans l'intérêt du socialisme même que les masses obéissent sans question à la volonté unique des directeurs du processus de production ». On accusa le contrôle ouvrier d'être non seulement « inefficace », « chaotique » et « malpratique », mais encore « petit bourgeois » !

Le « communiste de gauche » Osinsky dénonça amèrement ces affirmations mensongères et mit ainsi en garde le parti : « Le socialisme et l'organisation socialiste doivent être construits par le prolétariat lui-même sous peine de n'être pas construits du tout et d'aboutir à la construction du capitalisme d'Etat ». Dans l'« intérêt du socialisme », le parti bolchevique évinça le prolétariat de tous les domaines conquis par celui-ci grâce à sa propre initiative et à ses propres efforts. Le parti ne coordonna ni ne dirigea la révolution, il la domina. Le contrôle ouvrier d'abord, puis celui des syndicats furent remplacés par une hiérarchie très étudiée, aussi monstrueuse que n'importe quelle structure pré-révolutionnaire. Comme les années qui suivirent devaient le démontrer, la prophétie d'Osinsky se transforma brutalement en une amère réalité.

La lutte pour l'hégémonie entre les bolcheviques et les « masses » russes ne se limitait pas aux usines. Elle fit son apparition à la campagne comme à la ville. Le déferlement de la guerre paysanne avait porté le mouvement ouvrier. Contrairement aux rapports léninistes, l'effet de ce flot agraire ne se limita pas à la redistribution de la terre en parcelles privées. En Ukraine, les paysans, influencés par les milices anarchistes de Nestor Makhno établirent une multitude de communes rurales selon le principe communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Ailleurs, dans le Nord et en Asie soviétique, plusieurs milliers de communes s'organisèrent en partie sur l'initiative de la Gauche socialo-révolutionnaire et dans une large mesure sous l'impulsion du collectivisme traditionnel du village russe : le mir. Il importe peu que ces communes aient été nombreuses ou qu'elles aient embrassé un nombre plus ou moins vaste de paysans ; c'étaient d'authentiques organisations populaires, le noyau d'un esprit moral et social qui s'élevait bien au-dessus des valeurs déshumanisantes de la société bourgeoise.

Dès le début, les bolcheviques virent les communes d'un mauvais oeil ; ils finirent par les condamner. Pour Lénine, la forme favorite, la forme « socialiste » de l'entreprise agricole était la ferme d'Etat : littéralement, l'usine agricole dont l'Etat possède la terre et le matériel, nomme la direction qui engage des paysans sur la base d'un salaire horaire ou journalier. On retrouve dans l'attitude des bolcheviques, vis-à-vis du contrôle ouvrier et des communes agricoles, l'esprit essentiellement bourgeois et la mentalité de leur parti, esprit et mentalité émanant non seulement de leurs théories mais du mode d'organisation de celui-ci. En décembre 1918, Lénine déclenche une attaque contre les communes sous prétexte qu'on forçait des paysans à en faire partie. En fait, l'organisation de cette forme communiste d'autogestion ne donna lieu qu'à peu, sinon pas, de coercition. Robert G. Wesson, qui étudia dans le détail les communes soviétiques conclut que « ceux qui entrèrent dans les communes durent le faire dans une large mesure de leur propre gré ». Les communes ne furent pas supprimées, mais on découragea leur extension jusqu'au

moment où Staline les fondit dans les opérations de collectivisation forcées des années 20 et 30. Dès 1920, les bolcheviques étaient isolés de la classe ouvrière et de la paysannerie russes. L'élimination du contrôle ouvrier, la suppression de la Makhnovtchina (23), le climat politique contraignant, le gonflement de la bureaucratie, l'écrasante pauvreté matérielle héritée des années de guerre civile, étaient cumulativement cause d'une profonde hostilité contre le régime bolchevique. Avec la fin des hostilités, un mouvement nouveau émergea des profondeurs de la société russe, mouvement pour une « troisième révolution », pas pour une restauration du passé mais pour la réalisation ardemment désirée des objectifs de liberté économique et politique qui avaient rallié les masses autour du programme bolchevique de 1917. Ce mouvement nouveau trouva sa forme la plus consciente dans le prolétariat de Petrograd et les marins de Kronstadt. Il se trouva aussi une expression au sein du parti : le progrès de la tendance anarcho-syndicaliste dans les rangs bolcheviques mêmes atteint un tel point qu'un bloc oppositionnel ainsi orienté gagna 124 sièges à une conférence provinciale de Moscou contre 154 aux partisans du comité central.

Le 2 mars 1921, les « marins rouges » de Kronstadt entrèrent en rébellion ouverte sous la bannière de la « Troisième Révolution des Travailleurs » (24). Les libres élections aux soviets, la liberté de parole et de la presse pour les anarchistes et pour la gauche socialiste, des syndicats libres et la libération de tous les prisonniers politiques appartenant à des partis socialistes formaient le centre du programme de Kronstadt. La révolte fut qualifiée de « complot de gardes blancs » en dépit du fait que la grande majorité des membres du parti communiste de Kronstadt se joignirent aux marins en tant que communistes, dénonçant les chefs du parti comme traîtres à la révolution d'Octobre. Robert Vincent Daniel remarque, dans son étude des mouvements bolcheviques d'opposition, que « Les communistes ordinaires étaient si peu sûrs... que le gouvernement ne se servit d'eux ni pour l'assaut de Kronstadt ni pour maintenir l'ordre à Petrograd où se trouvait le principal espoir de soutien de Kronstadt. Le plus gros des troupes utilisées était composé de tchéquistes et d'élèves officiers des écoles militaires de l'Armée rouge. L'assaut final fut conduit par les plus hauts dignitaires du parti. On envoya de Moscou à cet effet un groupe important de délégués du 10e Congrès du Parti ». La faiblesse interne du régime était telle que son élite devait faire elle-même les sales boulots.

Encore plus significatif que la révolte de Kronstadt fut le mouvement de grèves qui se développa parmi les ouvriers de Petrograd, et qui déclencha le soulèvement des marins. L'histoire léniniste ne relate pas ces événements d'importance capitale. Les premières grèves éclatèrent à l'usine Troubotchny le 23 février 1921. En quelques jours, le mouvement balaya, une usine après l'autre, jusqu'à la fameuse usine Poutilov, « le creuset de la révolution ». Les ouvriers exprimèrent des exigences économiques, mais aussi politiques, anticipant en cela l'action que devaient mener les marins de Kronstadt quelques jours plus tard. Le 24 février, les bolcheviques décrétèrent l'état de siège à Petrograd et arrêtèrent les « meneurs », réprimant à l'aide d'élèves officiers les manifestations ouvrières. En fait, les bolcheviques ne se contentèrent donc pas de réprimer une mutinerie de marins, ils écrasèrent, par la force armée, la classe ouvrière elle-même. C'est à ce moment que Lénine exigea qu'on bannisse les factions du parti communiste russe. La centralisation du parti était maintenant complète et la route préparée pour Staline.

Nous avons exposé ces événements en détail parce qu'ils mènent à une conclusion que notre dernière vague de marxistes-léninistes essaie d'éviter. Le parti bolchevique atteignit son plus haut niveau de centralisation, non pas pour mener à bien une révolution ou pour réprimer la contre-révolution des Gardes blancs, mais pour réaliser sa propre contre-révolution contre les forces sociales mêmes qu'il prétendait représenter. Les factions furent interdites et un parti monolithique créé non pas pour empêcher une restauration capitaliste, mais pour contenir un mouvement de masse des travailleurs en faveur de la démocratie soviétique et de la liberté sociale. Le Lénine de 1921 s'opposait ainsi au Lénine de 1917. Par la suite, Lénine ne devait plus que patauger lamentablement. Cet homme, qui cherchait avant tout à ancrer les problèmes de son parti dans les contradictions sociales, finit par jouer à une véritable « loterie » organisationnelle dans un dernier effort pour stopper la bureaucratisation qu'il avait lui-même créée. Il n'est rien de plus tragique, ni de plus pathétique, que les dernières années de Lénine. Paralysé par un ensemble simpliste de formules marxistes, il ne sait penser qu'en termes de contre-mesures organisationnelles. Il propose la création d'une Inspection des ouvriers et des paysans pour corriger les déformations bureaucratiques qui sévissent au sein du parti et de l'Etat. Cet organisme tombe entre les mains de Staline et devient lui-même bureaucratique. Lénine suggère alors de réduire l'importance de l'Inspection et de la fondre à la Commission de

contrôle. Il propose d'élargir le comité central. Tel organisme doit être agrandi, tel fondu à un autre, un troisième doit être modifié ou aboli. Cet étrange ballet organisationnel continuera jusqu'à sa mort ; comme si le problème pouvait être résolu par des moyens organisationnels. Comme l'admet Mosche Lewin, un admirateur évident de Lénine, le leader bolchevique « approchait les problèmes de gouvernement comme un chef d'exécutif d'esprit élitiste. Il n'appliquait pas les méthodes de l'analyse sociale à sa politique de gouvernement et se contentait de considérer celle-ci purement sous l'angle des méthodes d'organisation ».

S'il est vrai que dans les révolutions bourgeoises, « les phrases dépassent le contenu », dans la révolution bolchevique la forme remplace le contenu. Les soviets remplacèrent les travailleurs et leurs comités d'usine, le parti remplaça les soviets, le comité central remplaça le parti, et le bureau politique remplaça le comité central. Autrement dit, les moyens remplacèrent la fin. Cette incroyable substitution du contenu par la forme est l'un des traits caractéristiques du marxisme-léninisme. En France, pendant les événements de mai juin 1968, toutes les organisations bolcheviques étaient prêtes à détruire l'assemblée étudiante de la Sorbonne afin d'augmenter leur influence et leur nombre. Leur préoccupation principale n'était pas la révolution ou les authentiques structures sociales créées par les étudiants, mais l'accroissement de leurs partis. Aux Etats-Unis, la relation entre PL et SDS est de même nature.

La prolifération de la bureaucratie, en Russie, n'aurait pu être stoppée que par des forces sociales vivantes. Si le prolétariat et la paysannerie russes étaient parvenus à augmenter le domaine de l'autogestion par le développement de comités d'usine stables, de communes rurales et de soviets libres, il est possible que l'histoire du pays aurait pris une tournure radicalement différente. On ne peut pas douter que l'échec des révolutions socialistes en Europe, après la Première Guerre mondiale, ait abouti à l'isolement de la révolution russe. La pauvreté matérielle de la Russie et la pression du monde capitaliste qui l'encerclait militaient clairement contre le développement d'une société libertaire, socialiste. Mais il n'est pas évident que la Russie devait suivre la voie du capitalisme d'Etat. Contrairement à ce qu'attendaient Lénine et Trotsky, la révolution fut vaincue par des forces internes et non par une invasion d'armées étrangères. Si le mouvement de fond avait réussi à restaurer les conquêtes initiales de la révolution de 1917, une structure sociale diversifiée et pluraliste aurait pu se développer, basée sur le contrôle ouvrier de l'industrie, sur une libre économie paysanne en agriculture et sur l'interaction vivante des idées, des programmes et des mouvements politiques. Au minimum, la Russie n'aurait pas été emprisonnée dans les chaînes du totalitarisme, et le stalinisme n'aurait pas empoisonné le mouvement révolutionnaire mondial préparant ainsi la route du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale.

La nature du parti bolchevique devait prévenir une telle évolution, malgré les « bonnes intentions » de Lénine et de Trotsky. En détruisant le pouvoir des comités d'usine dans l'industrie, en écrasant le Makhnovtchina, les ouvriers de Petrograd et les marins de Kronstadt, les bolcheviques garantissaient pratiquement le triomphe de la bureaucratie russe sur la société russe. Le parti centralisé, une institution totalement bourgeoise, devint le refuge de la contre-révolution sous sa forme la plus sinistre. C'est là qu'était la contre-révolution cachée qui se drapait dans le drapeau rouge et la terminologie de Marx. En dernière analyse, ce n'est ni une « idéologie » ni une « conspiration de Gardes blancs » que les bolcheviques réprimèrent en 1921, mais le combat fondamental mené par le peuple russe pour se libérer de ses fers et saisir le contrôle de sa propre destinée (25). Pour la Russie cela signifiait le cauchemar de la dictature staliniste ; pour la génération des années trente, l'horreur du fascisme et la trahison des partis communistes en Europe et aux Etats-Unis.

### [Notes]

19. C'est un fait que Trotsky n'a jamais compris. Il n'a jamais poursuivi jusqu'à ces conclusions logiques son concept du « développement combiné ». Il comprit que la Russie tsariste, le dernier-né en matière d'évolution bourgeoise à l'européenne, devait acquérir les formes les plus avancées d'industrie et de classes sociales au lieu de récapituler tout le processus de l'évolution bourgeoise depuis le début. Il négligea de considérer la possibilité que la Russie, déchirée par de terribles bouleversements intérieurs, soit en avance sur l'évolution capitaliste européenne. Hypnotisé par la formule : « propriété nationalisée = socialisme », il fut incapable de discerner que le capitalisme monopoliste a

tendance à s'amalgamer à l'État sous l'impulsion de sa propre dialectique interne. Les bolcheviques ayant éliminé les formes traditionnelles de l'organisation sociale bourgeoise (qui continuent à constituer un frein au développement du capitalisme d'Etat en Europe et en Amérique) préparèrent involontairement le terrain pour un développement « pur » du capitalisme d'Etat par lequel l'État finit par devenir la classe dominante. En l'absence de l'aide d'une Europe technologiquement avancée, la révolution russe passa à la contre-révolution intérieure ; la Russie soviétique se transforma en un capitalisme d'Etat qui ne bénéficie pas « au peuple tout entier ». L'analogie faite par Lénine entre le « socialisme » et le capitalisme d'Etat devint une terrifiante réalité sous Staline. Malgré son fond humaniste, le marxisme fut incapable de saisir à quel point sa conception du « socialisme » se rapproche d'une étape plus avancée du capitalisme : le retour au néo-mercantilisme à un niveau plus élevé de développement industriel. L'incapacité à comprendre cette évolution est source de confusion théorique dévastatrice au sein du mouvement révolutionnaire contemporain, comme en témoignent les scissions provoquées par cette question dans le mouvement trotskiste.

20. Le Mouvement du 22 mars joua au cours des événements le rôle de catalyseur mais pas celui de direction. Il ne « commandait » pas, il instiguait laissant les événements se dérouler selon leur propre logique. C'est cette attitude qui a permis aux étudiants de continuer sur leur lancée ; elle était indispensable à la dialectique du soulèvement car sans elle, il n'y aurait pas eu les barricades du 10 mai qui déclenchèrent à leur tour la grève généralisée des travailleurs.

21. Voir « The Forms of Freedom », in Murray Bookchin « Post-scarcity Anarchism ».

22. Avec une sublime arrogance, partiellement explicable par leur ignorance, un certain nombre de groupes marxistes baptisent « soviets » pratiquement toutes ces formes d'autogestion (de gestion révolutionnaire). Cette tentative de rassembler toutes ses formes sous une même rubrique n'est pas seulement trompeuse mais aussi délibérément obscurantiste. Le véritable soviet était, en fait, la moins démocratique de ces formes révolutionnaires et les bolcheviques l'utilisaient astucieusement pour transférer le pouvoir à leur propre parti. Le soviet n'était pas basé sur la démocratie directe comme les sections de 93-94 ou comme les assemblées de Paris en Mai 68. Il n'était pas basé non plus sur l'autogestion économique comme les comités d'usine des anarchistes espagnols. Le soviet était en fait un parlement de travailleurs organisé hiérarchiquement, tirant son mandat des usines, plus tard des unités militaires et des villages paysans. Malgré son caractère de classe, le congrès des soviets était un organisme territorial dont la structure différait peu de celle de la chambre des députés ; il abandonna rapidement son pouvoir à un exécutif composé de bolcheviques. En résumé, les soviets constituaient un état par-dessus la classe ouvrière, et non pas de la classe ouvrière.

23. Voir Archinov : « L'Histoire du mouvement makhnoviste » (Ed. Belibaste). 24. Voir la publication des « Ivestia de Kronstadt » (Ed. Belibaste).

25. En interprétant ce mouvement fondamental des ouvriers et des paysans russes comme une série de « conspirations de Gardes blancs », « d'actions de résistance des koulaks » et « de complots du capitalisme international », les bolcheviques s'abaissèrent à un niveau théorique extraordinairement bas et ne réussirent qu'à se tromper eux-mêmes. La dégradation spirituelle du parti qui s'ensuivit devait le préparer à la politique de la police secrète, à la calomnie dirigée contre les personnes, aux procès de Moscou et à l'annihilation du cadre vieux bolchevique.

## Les deux traditions

Il serait incroyablement naïf de penser que le léninisme fut la production aberrante d'un seul homme. La maladie vient de plus loin, non seulement des limites de la théorie marxiste mais des limites de la période historique qui enfanta le marxisme. A défaut d'avoir compris cela nous serons aussi aveugles vis-à-vis de la dialectique des événements contemporains que Marx, Engels, Lénine et Trotsky l'étaient de leur temps. Cet aveuglement serait

d'autant plus répréhensible que nous avons derrière nous un trésor d'expérience qui leur faisait cruellement défaut quand ils élaboraient leurs théories.

Karl Marx et Friedrich Engels étaient des centralistes, non seulement politiquement mais aussi socialement et économiquement. C'est un fait qu'ils n'ont jamais nié ; leurs écrits sont truffés de panégyriques resplendissants de la centralisation politique, organisationnelle et économique. Dès mars 1850, dans leur fameuse « Adresse du Conseil central à la Ligue communiste », ils demandaient aux travailleurs de lutter non seulement pour la « République allemande, une et indivisible, mais aussi de lutter pour la centralisation du pouvoir entre les mains de l'autorité de l'Etat ». De crainte que cette requête ne soit prise à la légère, ils la répètent tout au long du paragraphe et concluent : « Comme en France en 1793, de même aujourd'hui, en Allemagne, la réalisation de la plus stricte centralisation est la tâche du vrai parti révolutionnaire ». Ce thème ne cesse de réapparaître dans les années qui suivent. Lorsque éclate la guerre de 70, par exemple, Marx écrit à Engels : « Les Français ont besoin d'une raclée. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande » (26).

Néanmoins, Marx et Engels n'étaient pas centralistes parce qu'ils croyaient aux vertus du centralisme en tant que tel. Bien au contraire, Marx et l'anarchisme ont toujours été d'accord sur le fait qu'une société communiste, libérée, implique une très large décentralisation, la dissolution de la bureaucratie, l'abolition de l'Etat et l'éparpillement des grandes villes. Dans l'Anti-Dühring, Engels déclare que : « L'abolition de l'antithèse entre ville et campagne n'est pas seulement possible, c'est devenu une nécessité directe... La pollution présente de l'air, de l'eau et du sol ne sera arrêtée que par la fusion de la ville et de la campagne... » Pour Engels, ceci signifie « une distribution uniforme de la population sur tout le pays » en résumé, la décentralisation physique des villes.

Le centralisme marxiste trouve ses origines dans des problèmes ayant trait à la formation de l'Etat national. Jusqu'au milieu du XIXe, l'Allemagne et l'Italie étaient divisées en une multitude de duchés, de principautés et de royaumes indépendants. Pour Marx et Engels, l'unification de ces entités géographiques en nations était la condition nécessaire du développement capitaliste et industriel. Leur louange du centralisme n'est pas engendrée par une mystique centraliste mais par les problèmes de leur temps : le développement de la technologie, du commerce, une classe ouvrière unifiée et l'Etat national. Autrement dit, ils étaient préoccupés de l'émergence du capitalisme, des tâches de la révolution bourgeoise dans une ère d'inévitable pénurie matérielle. L'attitude de Marx vis-à-vis de la « révolution prolétarienne » est très différente. Il chante avec enthousiasme les louanges de la Commune de Paris et la qualifie de « modèle pour tous les centres industriels de France ». « Ce régime, écrit-il, une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait dans les provinces aussi dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes ». Bien entendu, l'unité de la nation ne disparaîtrait pas et il y aurait un gouvernement central pendant la transition vers le communisme, mais ses attributs seraient limités.

Notre intention n'est pas de brandir à la ronde des citations de Marx, mais de faire valoir comment des principes clefs du marxisme, passivement acceptés aujourd'hui, sont en fait le produit d'une époque depuis longtemps transcendée par le développement du capitalisme aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Dans son temps, Marx s'occupait non seulement des problèmes de la révolution prolétarienne, mais aussi des problèmes de la révolution bourgeoise, surtout en Allemagne, en Espagne, en Italie et en Europe de l'Est. Il traitait des problèmes de transition du capitalisme au socialisme dans les pays capitalistes qui n'avaient guère dépassé la technologie du charbon et de l'acier de la révolution industrielle. Il s'occupait aussi des problèmes liés à la transition entre la féodalité et le capitalisme dans les pays qui n'étaient guère allés plus loin que l'artisanat et le système des corporations. Plus généralement, disons que Marx était préoccupé avant tout par les préconditions de la liberté (le développement technologique, l'unification nationale, l'abondance matérielle), plutôt que par les conditions de la liberté (la décentralisation, la formation de communautés, l'échelle humaine, la démocratie directe). Ses théories étaient encore ancrées dans le domaine de la survivance, non dans le domaine de la vie.

Une fois ceci compris, on peut alors replacer le legs théorique de Marx dans une perspective plus significative celle qui permet d'en séparer les fructueuses contributions de leurs chaînes historiquement limitées et vraiment

paralysantes pour notre époque. La dialectique marxiste, les nombreuses contributions fondamentales fournies par le matérialisme historique, la superbe critique des rapports marchands, de nombreux éléments des théories économiques, la théorie de l'aliénation et surtout la notion que la liberté a besoin de préconditions matérielles tout cela est un apport durable pour la pensée révolutionnaire.

Pour les mêmes raisons, l'insistance de Marx au sujet du prolétariat industriel considéré comme « l'agent » du changement révolutionnaire, son « analyse de classe » pour expliquer le passage d'une société de classes à une société sans classes, son concept de la dictature du prolétariat, son insistance sur le centralisme, sa théorie du développement capitaliste qui tend à confondre capitalisme d'Etat et socialisme, son plaidoyer en faveur de l'action politique par l'intermédiaire des partis électoralistes tout ceci, et de nombreux autres concepts qui s'y rapportent, est faux dans le contexte contemporain, et était même comme nous allons le montrer déjà trompeur à son époque. Ils ont été engendrés par les limitations de sa vision, ou plus exactement par les limitations de son époque. Ils ne sont compréhensibles que si l'on se rappelle que Marx considérait le capitalisme comme un progrès historique, comme un stade indispensable avant le développement du socialisme, et ils ne furent pratiquement applicables qu'à l'époque où l'Allemagne, en particulier, était confrontée à des tâches bourgeoises démocratiques et à l'unification nationale. En exposant ce point de vue rétrospectif, nous n'essayons pas de dire que Marx avait raison de tenir un tel raisonnement, mais simplement que ce raisonnement n'est compréhensible que s'il est replacé dans son contexte historique et local.

De même que la révolution russe comportait un mouvement souterrain des masses en conflit contre le bolchevisme, de même il existe un mouvement souterrain historique en conflit avec tous les systèmes d'autorité. Ce mouvement est entré dans l'histoire sous le nom d'« anarchisme », bien qu'il n'ait jamais été doté d'un corps de textes sacrés ou d'une idéologie unique. L'anarchisme est un mouvement viscéral de l'humanité contre la contrainte sous toutes ses formes, qui remonte à l'époque même où apparurent la société de propriété, le pouvoir de classe et l'Etat. Depuis cette époque, les opprimés ont résisté à toutes les formes d'emprisonnement du développement spontané de l'ordre social. Quel que soit le nom qu'on choisisse de lui donner, l'anarchisme a toujours surgi au premier plan de la scène sociale dans les plus importantes périodes de transition entre deux ères historiques. Le déclin du vieux monde féodal fut le témoin de l'apparition de mouvements de masse qui, dans certains cas, avaient un caractère farouchement dionysiaque, et qui réclamaient la fin de tous les systèmes d'autorité, de privilège et de contrainte.

Les mouvements anarchistes du passé ont échoué en grande partie parce que la pénurie matérielle, due au faible niveau de la technologie, faussait obligatoirement toute harmonisation organique des intérêts humains. Toute société qui ne pouvait promettre plus que l'égalité dans la pauvreté, tendait irrésistiblement à restaurer un nouveau système de privilèges. En l'absence d'une technologie capable de réduire d'une manière appréciable la journée de travail, l'obligation de travailler faussait les institutions sociales basées sur l'autogestion. Les girondins de la révolution française reconnurent avec perspicacité qu'ils pouvaient utiliser la journée de travail contre le Paris révolutionnaire. Pour exclure des sections les éléments les plus radicalisés, ils essayèrent de faire passer une loi qui aurait imposé aux réunions d'assemblées de se terminer avant 9 heures du soir, heure à laquelle les ouvriers parisiens revenaient de leur travail. Ce n'est donc pas seulement les techniques pratiques manipulatoires et la trahison des organisations « d'avant-garde » qui mirent un terme aux phases anarchiques des révolutions du passé, c'est bien aussi les possibilités matérielles limitées de ces époques révolues. Les « masses » étaient en effet toujours obligées de retourner à leur travail quotidien et, de ce fait, elles jouissaient rarement de la liberté d'établir des organes d'autogestion capables de durer au-delà de la révolution.

Cependant des anarchistes tels que Bakounine ou Kropotkine avaient raison de critiquer Marx pour son insistance au sujet du centralisme et ses notions élitistes d'organisation. Le centralisme a-t-il été, dans le passé, absolument nécessaire au progrès technologique ? L'Etat national était-il indispensable à l'expansion du commerce ? Est-ce que le mouvement ouvrier a bénéficié de l'apparition d'entreprises économiques extrêmement centralisées et d'Etats « indivisibles » ? Nous avons toujours tendance à accepter sans les critiquer ces principes marxistes, en grande partie parce que le capitalisme s'est développé dans un milieu politique centralisé. Les anarchistes du siècle passé nous

ont pourtant averti que l'approche centralisatrice de Marx, dans la mesure où elle aurait une influence sur les événements, aurait pour conséquence de tellement consolider la bourgeoisie et l'appareil d'Etat, que le renversement du capitalisme en deviendrait extrêmement difficile. Les partis révolutionnaires en recopiant ces caractéristiques centralisatrices et hiérarchisantes, ne feraient que reproduire la hiérarchie et la centralisation dans la société post-révolutionnaire.

Bakounine, Kropotkine et Malatesta n'étaient pas assez naïfs pour croire que l'anarchie pourrait être instaurée du jour au lendemain. En imputant cette idée à Bakounine, Marx et Engels déformèrent volontairement les conceptions des anarchistes russes. De même, jamais les anarchistes du siècle passé n'ont cru que l'abolition de l'Etat impliquait de « déposer les armes » immédiatement après la révolution, ainsi que Marx l'a dit d'une manière obscurantiste, et ainsi que Lénine l'a répété étourdiment dans « l'Etat et la Révolution ». En fait, beaucoup de ce qui passe pour être du « marxisme » dans « l'Etat et la Révolution » est de l'anarchisme pur et simple : le remplacement des corps armés professionnels par des milices révolutionnaires, le remplacement des corps parlementaires par des organes d'autogestion. Ce qui est authentiquement marxiste dans le pamphlet de Lénine, c'est l'exigence d'un « centralisme strict », l'acceptation d'une « nouvelle » bureaucratie et l'identification des soviets à l'Etat.

Les anarchistes du siècle passé étaient profondément préoccupés par le problème de la réalisation de l'industrialisation sans écrasement de l'esprit révolutionnaire des « masses » et sans retarder par de nouveaux obstacles leur émancipation. Ils craignaient que la centralisation ne renforce la capacité de la bourgeoisie à résister à la révolution, et n'inspire aux travailleurs le sens de l'obéissance. Ils essayèrent de sauver toutes les formes communautaires précapitalistes (telles que le mir russe ou le pueblo espagnol) qui auraient pu fournir un tremplin vers une société libre, d'un point de vue non seulement structurel, mais aussi spirituel.

C'est pour cela qu'ils insistèrent sur la nécessité de la décentralisation, même sous le capitalisme. Au contraire des partis marxistes, leur organisation portait une attention considérable à ce qu'ils appelaient « l'éducation intégrale » le développement de l'homme entier pour contrebalancer l'influence avilissante et banalisante de la société bourgeoise. Les anarchistes essayaient de vivre suivant les valeurs du futur dans la mesure où cela était possible dans la société capitaliste. Ils croyaient à l'action directe pour développer l'initiative des « masses », pour préserver l'esprit de la révolution, pour encourager la spontanéité. Ils essayèrent de développer des organisations basées sur l'aide mutuelle et la fraternité, dans lesquelles le contrôle aurait été exercé de bas en haut, et non de haut en bas.

Nous devons nous arrêter quelques instants pour examiner la nature des formes d'organisation anarchistes un peu en détail, ne serait-ce que parce que le sujet a été obscurci par une quantité effarante de conneries. Les anarchistes, ou tout au moins les communistes-anarchistes, acceptent la nécessité de s'organiser (27). Avoir à répéter cela devrait paraître aussi absurde que de discuter pour savoir si Marx pensait que la révolution sociale était nécessaire.

La véritable question qui se pose ici, ce n'est pas l'organisation contre la non-organisation, mais plutôt quelle sorte d'organisation les communistes-anarchistes essayent d'établir. Ce que les différentes sortes d'organisations communistes-anarchistes ont en commun c'est qu'elles se développent organiquement à partir de la base, au lieu d'être conçues au sommet. Ce sont des mouvements sociaux qui combinent un style de vie créatif et révolutionnaire à une théorie créatrice et révolutionnaire, et non des partis politiques dont le mode de vie ne peut être distingué de celui de leur environnement bourgeois et dont l'idéologie se réduit à des « programmes rigides » qui ont « fait leurs preuves ». Elles essayent de refléter le plus humainement possible la société libérée qu'elles cherchent à réaliser et non de recopier servilement le système dominant de hiérarchie, de classes et d'autorité. Elles sont construites autour de groupes intimes de frères et de sœurs des groupes d'affinité, dont la capacité à agir en commun est fondée sur l'initiative, des convictions librement acceptées et un profond engagement personnel, non sur un appareil bureaucratique incarné par des membres dociles, et manipulés d'en haut par une poignée de dirigeants omniscients.

Les communistes-anarchistes ne nient pas la nécessité d'une coordination entre les groupes, de la discipline, d'une

planification méticuleuse et de l'unité d'action. Mais ils pensent que la coordination, la discipline, la planification et l'unité d'action doivent être réalisés volontairement, au moyen d'une autodiscipline basée sur la conviction et la compréhension, et non par la contrainte et une obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut. Ils essayent d'obtenir l'efficacité imputée au centralisme, au moyen du volontarisme et de l'analyse et non en établissant une structure hiérarchique et centralisée. Suivant les besoins et les circonstances, les groupes d'affinité peuvent atteindre cette efficacité au moyen d'assemblées, de comités d'action ou de conférences locales, régionales ou nationales. Mais ils s'opposent vigoureusement à l'établissement d'une structure organisationnelle qui deviendrait une fin en soi, de comités qui traînent après avoir accompli leurs tâches pratiques, d'une « direction » qui réduit le « révolutionnaire » à un robot inintelligent.

Ces conclusions ne sont pas le résultat d'impulsions fantaisistes et « individualistes » ; elles ont été engendrées par une étude exigeant des révolutions passées, de l'impact qu'ont eu les partis centralisés sur le processus révolutionnaire et de la nature des transformations sociales dans une époque d'abondance matérielle potentielle. Les communistes-anarchistes cherchent à préserver et à étendre la phase anarchiste qui constitue le point de départ de toutes les grandes révolutions sociales. Plus même que les marxistes, ils reconnaissent que les révolutions sont produites par des processus historiques profonds. Aucun comité central n'a jamais « fait » de révolution sociale. Au mieux, il peut monter un coup d'Etat et remplacer ainsi une hiérarchie par une autre, au pire, il peut, s'il a une large influence, arrêter un processus révolutionnaire. Un comité central est un organe dont le but est de conquérir le pouvoir, de recréer le pouvoir, de recueillir pour lui-même ce que les « masses » ont réalisé grâce à leurs efforts révolutionnaires. Il faut être complètement aveugle à tout ce qui s'est passé depuis deux cents ans pour ne pas reconnaître ces faits essentiels.

Sans que cela soit valide, il est tout de même compréhensible que, dans le passé, les marxistes aient réclamé un parti centralisé car la phase anarchiste de la révolution était toujours faussée par la pénurie matérielle. Economiquement, les « masses » étaient toujours obligées de retourner à leur labeur quotidien. Même en dehors des intentions réactionnaires des girondins de 1793, la révolution fermait « à 9 heures » ; elle était stoppée par le faible niveau technologique. Aujourd'hui, même cette dernière excuse a disparu du fait du développement d'une « technologie post-pénurielle », en particulier aux Etats-Unis, et en Europe de l'Ouest. Nous avons maintenant atteint un point où les masses peuvent commencer presque tous les jours à accroître énergiquement le « royaume de la liberté », dans le sens marxiste c'est-à-dire acquérir le temps libre nécessaire pour réaliser le plus haut degré d'autogestion.

Ce que les événements de mai-juin en France ont montré, c'est qu'il n'y avait pas besoin d'un parti centralisé, de type bolchevique (ces partis existent à profusion et sont restés bien en deçà des événements), mais qu'il y avait besoin d'une plus grande conscience dans les « masses ». Paris a démontré qu'il y a besoin d'une organisation pour propager systématiquement les idées, et non seulement des idées, mais des idéaux qui mettent en avant le concept d'autogestion. Ce qui manquait aux « masses » françaises, ce n'était pas un comité central ou un Lénine pour les « organiser » et les « commander », c'était la conviction qu'elles auraient pu faire fonctionner les usines au lieu de simplement les occuper. Il est remarquable qu'aucun parti de type bolchevique en France ne fit sienne la revendication d'autogestion ; une telle revendication ne fut le fait que des anarchistes et des situationnistes (et, pour être juste, d'une bonne partie de la CFDT). (ndt)

Une organisation révolutionnaire est nécessaire mais il faut toujours garder clairement à l'esprit ce qu'est sa fonction. Elle comporte d'abord une tâche de propagande, « d'explication patiente », comme le note Lénine. Dans une situation révolutionnaire, l'organisation révolutionnaire présente les revendications les plus avancées : elle est prête à formuler à chaque tournant des événements et d'une manière extrêmement concrète les tâches immédiates qui doivent être remplies pour faire avancer le processus révolutionnaire. C'est elle enfin qui fournit les éléments les plus hardis aux organes de la révolution, du point de vue de l'action et de la décision. De quelle manière les groupes communistes-anarchistes se différencient-ils donc des partis de type bolchevique ? Certainement pas sur des points tels que le besoin d'organisation, de coordination, de planification, de propagande sous toutes ses formes, ou la

nécessité d'un programme social. Ils se distinguent fondamentalement des partis de type bolchevique par le fait qu'ils croient que les véritables révolutionnaires, doivent travailler dans le cadre des formes créées par la révolution, et non dans celui des formes créées par le parti. Cela veut dire que ce qui les intéresse, ce sont les organes révolutionnaires d'autogestion et non « l'organisation » révolutionnaire, ce sont les formes sociales et non les formes politiques. Les communistes-anarchistes cherchent à persuader les comités, les assemblées ou les soviets d'usine de se transformer d'eux mêmes en organes véritables d'autogestion populaire, ils ne cherchent pas à les dominer, à les manipuler, ou à les incorporer à un parti politique omniscient. Les communistes-anarchistes ne cherchent pas à construire une structure d'Etat au-dessus de ces organes populaires révolutionnaires, mais au contraire à dissoudre toutes les formes organisationnelles de la période prérévolutionnaire (y compris la leur propre) dans ces véritables organes révolutionnaires.

Ces différences avec les partis de type bolchevique sont décisives. Malgré leur rhétorique et leurs slogans, les bolcheviques russes n'ont jamais cru aux soviets ; ils les considèrent comme des instruments du parti bolchevique, attitude que les trotskistes français ont fidèlement reprise vis-à-vis des assemblées étudiantes de la Sorbonne, les maoïstes français vis-à-vis de la CGT, et le PL vis-à-vis du SDS. Dès 1921, les soviets étaient virtuellement morts, et toutes les décisions étaient prises par le comité central bolchevique ou par le bureau politique. Non seulement les communistes-anarchistes cherchent à empêcher les partis marxistes de répéter ce coup, mais ils cherchent aussi à empêcher leur propre organisation de jouer un rôle similaire. Par conséquent, ils essaient d'éviter l'apparition parmi eux d'une bureaucratie, d'une hiérarchie et des élites. De plus, et ce n'est pas le moins important, ils essaient de se refaire eux-mêmes ; d'arracher de leur propre personnalité cette propension à l'autoritarisme et à l'élitisme qui, dans une société basée sur la propriété, est assimilée presque dès la naissance. Si le mouvement anarchiste se sent concerné par le style de vie, ce n'est pas seulement parce qu'il est préoccupé de sa propre intégrité, mais aussi de l'intégrité de la révolution elle-même (28).

Au milieu de la multitude déconcertante de courants idéologiques de notre époque, une question doit toujours rester au premier plan : pourquoi essayons-nous de faire une révolution ? Est-ce que nous essayons de faire une révolution pour recréer une hiérarchie, et ainsi en agitant devant les yeux de l'humanité un rêve obscur de liberté future ? Est-ce pour développer encore plus le progrès technologique de manière à créer une abondance de biens encore plus grande que celle qui existe déjà ? Est-ce pour « égaliser » la bourgeoisie ? Est-ce pour amener le PL au pouvoir ? Ou le parti communiste ? Ou le Socialist Workers Party ? Est-ce pour émanciper des abstractions telles que le « prolétariat », le « peuple », « l'histoire », la « société » ?

Ou est-ce finalement pour dissoudre la hiérarchie, la règle de classes, la contrainte pour permettre à chaque individu de prendre le contrôle de sa vie quotidienne ? N'est-ce pas pour rendre chaque instant aussi merveilleux qu'il pourrait l'être et la vie de chaque individu aussi comblée que possible ? Si le véritable but de la révolution est d'amener au pouvoir les hommes néanderthaliens du PL, ça ne vaut vraiment pas la peine de la faire. Il est à peine besoin de discuter la question stupide de savoir si le développement individuel peut être séparé du développement social et communautaire ; les deux vont évidemment ensemble. La base de l'homme entier est une société entière ; la base de l'homme libre est une société libre.

Ces problèmes étant mis de côté, nous sommes cependant toujours confrontés à la question que Marx souleva en 1850 : Quand allons-nous commencer à prendre notre poésie dans le futur au lieu du passé ? On doit laisser les morts enterrer les morts. Le marxisme est mort parce qu'il était enraciné dans une ère de pénurie matérielle ; parce que ses possibilités étaient limitées par le besoin matériel. Le message social le plus important du marxisme est que la liberté a des préconditions matérielles : il faut survivre pour pouvoir vivre. Grâce au développement d'une technologie que la science fiction la plus délirante n'aurait jamais pu concevoir du temps de Marx, les possibilités d'une société post-pénurielle s'offrent maintenant à nous. Toutes les institutions de la société basée sur la propriété, les règles de classe, la hiérarchie, la famille patriarcale, la bureaucratie, la ville, l'État sont maintenant sur leur déclin. Aujourd'hui, la décentralisation n'est pas seulement désirable en tant que moyen pour retrouver une échelle humaine ; elle devient nécessaire pour recréer une écologie viable, pour protéger la vie de cette planète, des

polluants destructeurs et de l'érosion du sol, pour préserver le renouvellement d'une atmosphère respirable et l'équilibre de la nature. La promotion de la spontanéité est nécessaire si l'on veut que la révolution sociale rende à chaque individu le contrôle de sa vie quotidienne.

Les anciennes formes de lutte ne disparaissent pas totalement, avec la décomposition de la société de classes, mais elles sont transcendées par les problèmes d'une société sans classes. Il n'y aura pas de révolution sociale sans ralliement des travailleurs ; c'est pourquoi ils ont besoin de notre solidarité active chaque fois qu'ils mènent une lutte contre l'exploitation. Nous combattons les crimes sociaux partout où ils apparaissent, et l'exploitation industrielle est un crime social profond.

Mais de même, le racisme, le refus du droit des peuples à l'autodétermination, l'impérialisme, la pauvreté sont des crimes sociaux graves et, pour la même raison, la pollution, l'urbanisation sauvage, la méchante socialisation de la jeunesse et la répression sexuelle. Nous ne faisons pas « d'alliances » ; au contraire, nous essayons de détruire les barrières elles-mêmes qu'elles soient de classe, culturelles, institutionnelles ou psychologiques qui rendent les alliances nécessaires. La condition préliminaire à l'existence de la bourgeoisie est le développement du prolétariat. Le capitalisme, en tant que système social, présuppose l'existence des deux classes, il est perpétué par le développement des deux classes. On ne commence à miner le pouvoir de classe que dans la mesure où on encourage la déclassification des classes non bourgeoises, au moins institutionnellement, psychologiquement et culturellement. Pour la première fois dans l'histoire, et grâce au progrès technologique de notre époque, la phase anarchiste qui a ouvert toutes les grandes révolutions du passé peut être préservée et devenir une condition permanente. Les institutions anarchistes de cette phase les assemblées, les comités d'usine, les comités d'action peuvent être stabilisées et devenir les éléments d'une société libérée, les éléments d'un système nouveau d'autogestion. Saura-t-on construire un mouvement capable de les défendre ? Peut-on créer une organisation composée de groupes affinitaires qui soient capables de se dissoudre dans des institutions révolutionnaires ? Ou veut-on créer un parti hiérarchisé, centralisé, bureaucratique, qui essaiera de les dominer, de les supplanter et, finalement, de les détruire.

## Ecoute marxiste !

L'organisation que nous essayons de construire est à l'image de la société que notre révolution créera. Ou bien nous nous dépouillerons du passé en nous même et dans nos groupes ou bien il n'y aura simplement pas de futur à conquérir.

« Anarchos », mai 1969

### [Notes]

26. Cf. lettres citées en introduction à « la Guerre civile en France ».

27. Le terme « anarchiste » est un terme générique, comme celui de « socialiste », et il y a probablement autant de sortes différentes d'anarchistes qu'il y en a de socialistes. Dans les deux cas, l'éventail va des individus dont les vues sont une extension du libéralisme (les « anarchistes individualistes », les sociaux-démocrates), jusqu'aux communistes révolutionnaires (les anarchistes-communistes, les marxistes, léninistes et trotskystes révolutionnaires). En parlant d'anarchistes ici, nous nous référons aux anarchistes-communistes, non pas aux disciples de Max Stirner et aux admirateurs de Paul Goodman. Les différences entre les anarchistes communistes et les écoles réformistes ou individualistes sont aussi importantes que celles qui existent entre socialistes réformistes et communistes révolutionnaires.

28. C'est cet objectif, pourrions-nous ajouter, qui motive le dadaïsme anarchiste la fête anarchiste et qui fait apparaître des rides de consternation sur les faces de bois des types du PL. Le « trip » anarchiste fait éclater les valeurs internes héritées de la société hiérarchique, fait exploser les rigidités créées par le processus bourgeois de

socialisation. C'est une tentative pour abattre le sur-moi qui exerce un effet paralysant sur la spontanéité, l'imagination et la sensibilité ; en fait, c'est une tentative de restauration du désir, du possible et du merveilleux de la révolution comme joyeuse fête libératrice.

*Post-scriptum :*

*[Note] \* Participe à la revue américaine « Anarchos », auteur d'un récent recueil d'essais intitulé « Post-scarcity Anarchism » (« L'Anarchisme post-pénurriel », non traduit en français), Ramparts Press Ed. « Murray Bookchin est anarchiste-communiste, humaniste et révolutionnaire. Il a ajouté à la tradition un nouveau trait : il est aussi écologiste. » (« Win Magazine », 15 novembre 1971) « Ayant rompu avec Bookchin déjà depuis décembre 1967 au sujet de son ardente défense de militants sacrificiels et de mystiques, nous ajouterons seulement que nous nous intéressons aux individus consciemment engagés dans la négation de la société de classes (qui, pour Bookchin, n'existe pas, ou, si elle existe, n'a pas d'importance). » (« Situationist International », n° 1, juin 1969).*